

Le 17 avril 2016

## **Les motards rejettent massivement le contrôle technique**

**Plusieurs dizaines de milliers de motards se sont mobilisés contre le projet de contrôle technique deux-roues motorisés (2RM) du gouvernement.**

Le gouvernement et les grandes enseignes de contrôle technique persistent à imposer un contrôle technique pour les 2RM. Face à cela, les usagers concernés ont manifesté massivement les 16 et 17 avril. Cette mobilisation démontre une nouvelle fois qu'une sécurité routière mise en place sans concertation continuera à se heurter aux réalités de terrain. La contestation devrait s'intensifier dans les prochaines semaines.

### Des manifestations très suivies

Plus de 10 000 manifestants à Paris, 3 000 à Lyon, 2 000 à Toulouse et bien d'autres. Près de 70 manifestations ont été organisées dans toute la France pour protester contre le projet de contrôle technique à la revente des 2RM. Cette grande mobilisation nationale montre la détermination et l'exaspération des usagers de 2RM face à un projet inutile et coûteux !

### Rappel des principaux arguments

Ce projet de contrôle technique moto ne repose sur aucun élément objectif et constitue un mensonge pour l'ensemble des usagers de 2 et 3 RM. Et ce, au seul profit des centres de contrôles techniques qui ne voient dans cette mesure que la possibilité d'un contrôle périodique généralisé, ce que dénoncent les usagers concernés depuis 2007. Pour rappel, ce contrôle nous revient aujourd'hui par la volonté d'Emmanuel Barbe, délégué interministériel à la sécurité routière nommé il y a tout juste un an.

### Le Conseil national de sécurité routière (CNSR) désavoué

La commission deux-roues du CNSR, n'avait pas retenu la proposition de mise en place d'un contrôle technique. Passant outre, le Premier ministre a désavoué l'instance qu'il a lui-même réactivé en 2012. Ce passage en force ne peut conduire qu'à une défiance de plus en plus grande entre les politiques et les usagers, au détriment d'une réelle politique de sécurité routière.

**La FFMC souhaite aujourd'hui un retrait du projet de CT et la mise en place d'une réelle participation des acteurs concernés aux politiques de sécurité routière, afin d'arriver, ensemble, à faire baisser l'accidentalité routière. Si ces revendications n'étaient pas entendues, elle appelle à durcir la mobilisation.**

*Contacts presse :*  
*France Wolf : 06 63 43 43 23*  
*FFMC nationale : 01 48 18 12 15*